





GROUPE D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES INITIATIVES DES SOMMETS DES AMÉRIQUES (GRIC)
Deuxième réunion au niveau ministériel de 2022
6 octobre 2022
Lima, Pérou

OEA/Ser.E GRIC/M.2/doc.23/22 rev. 1 18 novembre 2022 Original: espagnol

RAPPORT FINAL

La Deuxième Réunion au niveau ministériel du Groupe d'évaluation de la mise en œuvre des initiatives des Sommets des Amériques (GRIC) de 2022 s'est tenue le 6 octobre au Centre des congrès de la ville de Lima (Pérou) à l'occasion de la cinquante-deuxième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'OEA. La réunion a été présidée par le Secrétaire d'État des États-Unis, monsieur Antony Blinken. Trente-deux (32) délégations y ont participé. La liste des participants a été publiés sous la cote GRIC/M.2/doc.22/22 rev. 1. Durant cette réunion, on a examiné et approuvé le Calendrier provisoire et les Procédures de travail proposés pour l'étape de la mise en œuvre des mandats adoptés à l'occasion du Neuvième Sommet des Amériques.

Allocution du Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique, monsieur Antony Blinken, et rapport sur les résultats du Neuvième Sommet des Amériques

Le Secrétaire d'État, monsieur Anthony Blinken, a souhaité la bienvenue aux ministres des relations extérieures des pays participant au Processus des Sommets. Il a salué le Ministre des relations extérieures du Pérou, monsieur César Landa, Vice-président du Processus, et l'a remercié d'accueillir la réunion; il a également salué monsieur Luis Almagro, Secrétaire général de l'OEA, de même que les représentants du Groupe de travail mixte sur les Sommets.

Monsieur Antony Blinken a passé en revue les cinq documents adoptés au Neuvième Sommet des Amériques en matière de santé et de résilience, d'énergie propre, d'avenir vert, de transformation numérique et de gouvernance démocratique, et a souligné qu'ils ont été le produit de mois de consultations entre gouvernements, de travail avec la société civile, les jeunes et le secteur privé.

Il a souligné que la réunion avait pour objectif de faire rapport sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des mandats, d'analyser les possibilités de travail conjoint et d'élaborer des plans à cet égard. Il a également abordé le contenu du Calendrier provisoire susmentionné, qui comprend l'élaboration de plans d'action, la convocation d'experts dans les domaines en question et l'établissement de rapports sur les progrès réalisés pour atteindre les objectifs établis.

Il a ensuite annoncé divers efforts déployés par les États-Unis pour appuyer les engagements, En premier lieu, il a souligné la collaboration avec l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) pour former 500 000 professionnels de la santé dans la région. Il a également parlé des travaux réalisés avec les Caraïbes pour aborder la crise climatique dans le but d'élaborer des plans d'action en matière de sécurité énergétique, de technologies intelligentes au point de vue climatique et de sécurité alimentaire mondiale. Enfin, il a souligné les diverses façons d'aider la société civile à surveiller la mise en œuvre des mandats des Sommets.

Le Secrétaire d'État et Président du GRIC, monsieur Anthony Blinken, a ajouté que ces efforts exigent une collaboration qui dépasse les gouvernements nationaux et, pour cette raison, s'est réjoui de l'annonce de la tenue du Premier Sommet des villes des Amériques, qui aura lieu en avril 2023 à Denver (Colorado). Il a souligné que ce sommet permettra de travailler avec des maires, des leaders de communautés, des universitaires, des entrepreneurs, des leaders autochtones et des groupes sous-représentés, dans le but de bâtir à partir des engagements pris lors du Neuvième Sommet.

Enfin, M. Antony Blinken a annoncé avoir été informé par le Ministre des relations extérieures de la République dominicaine, M. Roberto Álvarez, de l'intention de son pays d'accueillir le Dixième Sommet, et a souligné que les États-Unis soutenaient pleinement cette offre.

L'allocution du Secrétaire d'État a été publiée sous la cote GRIC/M.2/INF.8/22.

Allocution du Secrétaire général de l'Organisation des États Américains (OEA), monsieur Luis Almagro

Le Secrétaire général de l'OEA, monsieur Luis Almagro, a remercié le Président de la réunion et a salué les ministres des relations extérieures, les coordonnateurs nationaux aux Sommets et les représentants du Groupe de travail mixte sur les Sommets. Il a tout d'abord souligné la pertinence des mandats adoptés lors du Neuvième Sommet sur le thème de la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale de l'OEA : "Ensemble contre les inégalités et la discrimination". Il a également félicité le gouvernement des États-Unis pour son leadership et pour le caractère novateur du dialogue en préparation pour le Neuvième Sommet. Il a souligné qu'en dépit des différences de visions qui persistent dans le Continent américain, le Neuvième Sommet a permis d'arriver à une vision de consensus sur diverses questions. Il a souligné que les mandats adoptés permettent de s'occuper des besoins les plus urgents car ils visent à renforcer les systèmes de santé face aux défis à venir, ils établissent un programme de transformation numérique, cherchent à s'occuper de la crise climatique et apportent une réponse aux menaces de plus en plus importantes à la démocratie, toujours en portant une attention particulière aux populations en situation de vulnérabilité et marginalisées depuis longtemps.

Le Secrétaire général Almagro a en outre souligné quelques initiatives annoncées par la Présidence à l'occasion du Neuvième Sommet, comme la Déclaration de Los Angeles sur la migration, le Partenariat des Amériques pour la prospérité économique et le partenariat pour les Caraïbes pour faire face au changement climatique.

Il a expliqué, par ailleurs, qu'à l'étape du suivi et de la mise en œuvre des mandats confiés par le Neuvième Sommet, il revient à l'OEA d'encourager la coopération entre les pays, en portant une attention particulière à la réduction des vulnérabilités et au développement de capacités en vue de réduire les iniquités. En ce qui a trait aux plans d'action émanés du Neuvième Sommet comme ceux ayant trait à la transformation numérique et à la gouvernance démocratique, il a indiqué que l'Organisation dispose de compétences dans ces domaines.

Monsieur Luis Almagro a réitéré que l'atteinte des objectifs proposés nécessite une coopération entre les pays et avec les entités du Groupe de travail mixte sur les Sommets, en particulier pour leurs capacités en matière d'assistance technique et financière. À cet égard, il s'est réjoui de la

Déclaration du Groupe de travail mixte sur les Sommets signée lors du Neuvième Sommet, et il a invité les entités à poursuivre leurs travaux en ce sens.

Enfin, le Secrétaire général a réitéré l'engagement du Secrétariat aux Sommets à continuer d'aider la Présidence et les États participants à cette étape de mise en œuvre, avec les entités du Groupe de travail mixte sur les Sommets, la société civile et les processus ministériels en tant que partie intégrante du Processus des Sommets.

Commentaires des délégations

Le Ministre des affaires étrangères du Costa Rica, monsieur Arnoldo André Tinoco, a réitéré l'engagement de son pays face à cette nouvelle étape du Neuvième Sommet. Il a souligné que les questions abordées sont fondamentales pour la reprise économique et sociale de la Région fondée sur des mesures vertes et durables, des mesures en matière de numérisation, et a dit apprécier les mandats relatifs à la gouvernance démocratique.

Le Ministre des affaires étrangères de la République dominicaine, monsieur Roberto Álvarez, a remercié pour la décision, prise lors de cette Deuxième Réunion du GRIC au niveau ministériel, d'accepter l'offre de la République dominicaine d'accueillir le Dixième Sommet des Amériques et a expliqué que son pays continuera de collaborer étroitement avec les États-Unis pour assurer le suivi des mandats du Neuvième Sommet. Il a réitéré l'engagement de son pays envers le multilatéralisme et a énuméré divers événements d'importance similaire que la République dominicaine a accueillis, comme le Deuxième Sommet de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), le Douzième Sommet ibéro-américain, l'Assemblée générale de l'OEA et le Cinquième Sommet de la Communauté des États latinoaméricains et caribéens (CELAC). Il a également souligné que son pays assure la Présidence *pro tempore* du Système d'intégration centraméricaine, ainsi que de la Conférence ibéro-américaine. Il a souligné, de plus, que le Dixième Sommet se voudrait inclusif, collaborant avec tous les pays et abordant les questions les plus pertinentes pour les Amériques. Son allocution a été publiée en tant que document GRIC/M.2/INF.9/22.

Le Ministre des affaires étrangères du Pérou, monsieur César Landa, a remercié la Présidence pour son exposé sur les résultats du Neuvième Sommet et s'est réjoui des dispositions du Calendrier provisoire, en particulier les réunions trimestrielles et la création de groupes techniques *ad hoc*. En ce qui a trait au document sur la gouvernance démocratique adopté lors du Neuvième Sommet, il a demandé que le mécanisme de suivi qui s'y rattache s'accorde avec celui qui correspond à l'Engagement de Lima, dont le transfert aux serveurs de l'OEA est en cours. Il a souligné l'intérêt de sa délégation relativement à l'élaboration du Plan d'action sur la santé et la résilience.

Examen et approbation du Calendrier provisoire et des Procédures de travail proposés dans le cadre de la mise en œuvre du Neuvième Sommet des Amériques, Présidence du GRIC

Le Président du GRIC, monsieur Anthony Blinken, a soumis le Calendrier pour examen, soulignant qu'il s'agit d'un document qui peut être révisé par les coordonnateurs nationaux aux Sommets. Il a affirmé que ce document propose que la Présidence convoque des experts de gouvernements nationaux pour travailler conjointement à la mise en œuvre. Il a ajouté que le GRIC aurait pour rôle de faciliter les négociations relatives au Plan d'action sur la santé et, en ce qui concerne

les autres documents, que la Présidence convoquerait les groupes techniques pour coordonner les efforts conjoints et superviser les efforts de mise en œuvre. Il a en outre souligné que tout au long de ce processus la société civile, le secteur privé et les jeunes seraient consultés pour assurer que les efforts donnent des résultats pour la population du Continent américain.

Les délégations n'ayant pas d'objections, il a déclaré adopté le document intitulé "Mise en œuvre du Neuvième Sommet des Amériques : Calendrier provisoire et Procédures de travail proposés". Le Calendrier de travail a été publié sous la cote GRIC/M.2/doc.21/22 rev. 1.

Dialogue ouvert entre les ministres des relations extérieures

L'Ambassadeur Julio Arriola, Ministre des relations extérieures du Paraguay, s'est réjoui de la présentation du Calendrier provisoire et de la pertinence de celui-ci sur la conjoncture internationale agitée. Il a également réaffirmé l'engagement de son pays envers la recherche de solutions collectives et a souligné qu'il continuerait d'accompagner le Processus des Sommets afin de concerter les efforts visant le développement et la sécurité de la région.

L'Ambassadeur Luis Bermúdez, Chef de la délégation de l'Uruguay, a souligné la régularité des rencontres du GRIC relatives à la préparation et au suivi du Neuvième Sommet et les modalités de négociation des textes, avec des réunions de travail suivies d'approbations dans des réunions de plus haut niveau. Il a annoncé qu'au semestre suivant, l'Uruguay occuperait la présidence *pro tempore* du Mercosur, ce qui lui permettrait de favoriser des axes thématiques similaires à ceux dont il a été convenu lors du Neuvième Sommet. Il a également apprécié l'approche relative à la gouvernance préventive présentée dans le document sur la santé, lequel vise à faire face aux défis à venir.

L'Ambassadeur Vásquez Gómez, Chef de la délégation d'El Salvador, a appuyé la présentation du Calendrier et a expliqué que les résultats obtenus seraient mesurés par leur incidence sur les questions de santé et de résilience, de gouvernance démocratique, de durabilité, de transition énergétique et de transformation numérique et a réitéré que son pays était disposé à assurer le suivi des engagements.

Le Ministre des affaires étrangères du Suriname, monsieur Albert Ramdin, a parlé de la diversité des défis auxquels le Continent américain est confronté, en particulier en ce qui concerne les défis différentiés des Caraïbes, et a demandé que l'on tienne compte de ces derniers à l'étape de la mise en œuvre des mandats issus du Neuvième Sommet. Il a également souligné que la mise en œuvre de divers mandats exige un financement et un soutien technique. À cet égard, il a proposé l'inclusion d'une réunion des responsables des ministères des finances des pays pour assurer une corrélation entre les mandats et les plans nationaux des différents pays pour l'exécution de ces mandats. Il a également souligné qu'il faut mettre les mandats au programme des institutions du système interaméricain. Il a en outre demandé que le GRIC aborde, outre la mise en œuvre des engagements, les défis les plus urgents qui émanent du contexte régional actuel, come le changement climatique, la reprise économique et la restructuration des dettes, l'incidence du conflit mondial sur les économies et sur la sécurité continentale. Enfin, il a lancé un appel pour une incorporation plus décisive du secteur privé à la promotion du commerce régional et aux investissements.

Monsieur Hugh Hilton Todd, Ministre des relations extérieures et de la coopération internationale du Guyana, a indiqué que la mise en œuvre de plusieurs des engagements pris nécessite

un soutien effectif, ce qui comprend le financement et le renforcement de capacités. Il a rappelé également que l'élaboration du Plan d'action en matière de santé n'était pas terminée et a demandé que celui-ci soit adopté rapidement. Enfin, il a souligné qu'il faut travailler en collaboration avec les autres acteurs à cette nouvelle étape.

Monsieur Michael Grant, de la délégation du Canada, a annoncé que son pays était disposé à prendre une position de leadership à l'étape du suivi du document sur la démocratie, tout comme il l'avait fait durant l'élaboration de celui-ci alors qu'il assumait la coprésidence du groupe de travail qui s'occupait de ce document. Il a en outre remercié pour l'inclusion de la société civile à l'étape du suivi et a demandé que les peuples autochtones et les organisations de femmes y soient également incorporés.

L'Ambassadeur Martínez Pandiani, de la délégation de l'Argentine, a fait part de son appui aux propositions présentées par la Présidence, et a souligné que celles-ci sont les mêmes que celles qui avaient été identifiées en tant que présidence *pro tempore* de la CELAC dans le Plan d'action de 2022. Il a également souligné que cette étape du Sommet devait voir l'adoption d'une approche inclusive, qui tienne compte des groupes en situation de vulnérabilité et des femmes. Pour ce qui est du document sur la démocratie, il a réitéré l'engagement de sa délégation envers la promotion des droits de la personne et les institutions démocratiques inclusives, et en ce qui concerne les autres documents, il a indiqué que sa délégation espérait continuer de travailler avec les États à leur mise en œuvre. Il a terminé son intervention en soulignant qu'il faut voir les nuances des cultures et des identités du Continent américain comme des instruments d'intégration.

Monsieur Gustavo dos Santos Pereira, de la délégation du Brésil, a souligné que les engagements pris lors du Neuvième Sommet sont fondamentaux pour la reprise post pandémique et pour le règlement des problèmes structurels de la région. Concernant la mise en œuvre de ces engagements, il a expliqué que la principale responsabilité du GRIC doit être de permettre un suivi régulier pour avoir une vision générale des progrès réalisés dans la région. À cet égard, il a demandé que soient identifiées des lignes d'action nécessitant un travail régional coordonné, comme le financement et la mobilisation de ressources, l'établissement de réseaux d'experts pour le partage de données d'expériences et de bonnes pratiques, ainsi que pour le renforcement de la coopération régionale. Il a en outre recommandé aux délégations de faire porter leur attention principalement sur les résultats et d'aller au-delà de la planification, réunissant les secteurs techniques des gouvernements, le secteur privé, les acteurs de la société et les institutions de financement. À cet effet, une coordination entre le GRIC, le Secrétariat aux Sommet et le Groupe de travail mixte sur les Sommets est essentielle. Enfin, il a souligné que le programme de développement doit revenir au centre des efforts déployés à l'échelle interaméricaine.

En ce qui concerne le Plan d'action en matière de santé et de résilience, le Ministre des relations extérieures du Guatemala, monsieur Mario Búcaro Flores, a souligné l'engagement de son pays envers les priorités établies et a ajouté que la mise en œuvre de plusieurs des mandats contenus dans ce Plan d'action était de juridiction nationale. À propos du document sur un avenir vert, il a invité à poursuivre les efforts déployés sur le plan multilatéral pour éviter les chevauchements. Pour ce qui est du document sur l'énergie, il a demandé d'établir un programme commun d'adaptation à la résilience. Pour le Plan d'action sur la gouvernance démocratique, il a expliqué que son pays travaillerait à la mise en œuvre conjointe de la Convention américaine relative aux droits de l'homme, la Charte démocratique interaméricaine et la Charte de l'OEA.

La Ministre des relations extérieures du Chili, madame Antonia Urrejola Noguera, a remercié le Pérou d'avoir organisé le Pérou l'Assemblée générale. Elle a souligné que le Processus des Sommets constitue une occasion de promouvoir un dialogue sans exclusions pour éviter la polarisation et la fragmentation du Continent américain. Elle a également abordé les principaux points de contention entre les délégations dans les négociations relatives aux documents du Neuvième Sommet, surtout en ce qui a trait au libellé sur les droits de la personne, et a réitéré que pour son gouvernement, le libellé convenu sur les femmes est insuffisant. Elle s'est en outre réjouie de la présentation du Calendrier provisoire et a demandé d'envisager l'établissement de dates limite pour les États qui voudraient apporter des contributions sur la substance des documents. Enfin, elle a appuyé ce qu'a exprimé le Suriname en ce qui concerne le financement et la participation du système bancaire multilatéral.

Le coordonnateur national du Mexique, monsieur Efraín Guadarrama Pérez, a affirmé que son pays est engagé envers le multilatéralisme, le dialogue et la construction de programmes communs. À cet égard, il a souligné que lors du dernier Sommet, son pays a travaillé en faveur de l'élaboration d'un programme commun et qu'il a appuyé des propositions relatives à la souveraineté des pays. Il s'est également dit favorable à ce que le prochain Sommet soit un espace de dialogue inclusif qui écoute toutes les voix du Continent américain.

L'ambassadeur Ronald Sanders, Coordonnateur national des Sommets et Représentant permanent d'Antigua-et-Barbuda près l'OEA, a indiqué que le Neuvième Sommet a été un succès, surtout pour les Caraïbes, et s'est réjoui des progrès réalisés. Par ailleurs, il s'est dit préoccupé par les effets de l'invasion russe en Ukraine et des coupures dans la production de pétrole de la part de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et de l'incidence sur le tourisme et sur l'importation d'aliments dans les îles des Caraïbes et a indiqué que les problèmes des petits États ne seraient pas oubliés dans le processus qui mène au Dixième Sommet. En ce qui concerne la situation sanitaire, il a invité à ce que la résilience face aux pandémies demeure une priorité lors des sommets à venir, pour éviter que se reproduisent les erreurs commises lors de la crise de la COVID-19.

Monsieur Bocchit Edmond, Ambassadeur d'Haïti auprès des États-Unis, a fait remarquer le succès du Neuvième Sommet pour avoir abordé des sujets comme la gouvernance démocratique, la migration et les droits de la personne. Il a réitéré l'engagement de son gouvernement envers le multilatéralisme pour faire face aux défis communs.

Le Sénateur Leslie Campbell, Ministre des relations extérieures et du commerce de la Jamaïque, a souligné le consensus atteint sur le plan de la santé et s'est réjoui des efforts déployés pour la mise en œuvre de ce consensus. Il a fait remarquer également la nécessité d'effectuer des transferts de technologie et de renforcer les capacités. Sur les documents relatifs à un avenir vert et à l'énergie, il a souligné l'importance du financement pour contrer le changement climatique et pour effectuer la transition vers l'énergie propre, et il a invité les pays à travailler avec des entités régionales à la promotion de la gouvernance démocratique. Il a expliqué par ailleurs que le Calendrier établit les fondements nécessaires à la mise en place de groupes de travail et à une coordination des efforts dans le but de promouvoir la mise en œuvre des mandats au niveau national.

L'Ambassadeur Noel Lynch, Représentant permanent de la Barbade près l'OEA, a félicité la Présidence pour l'établissement de schémas pour la mise en œuvre des mandats issus du Neuvième Sommet. Il a ajouté que sa délégation entendait, comme trois principaux phénomènes qui affectent le Continent américain, les suivants : le coût de la vie élevé à cause de la guerre en Ukraine, l'accroissement des niveaux de dette à cause de la pandémie et les catastrophes climatiques. Il a

également souligné qu'à ces phénomènes s'ajoute l'ajustement monétaire des pays développés et le renforcement du dollar, qui ont une incidence négative sur les autres pays. À cet égard, il a lancé un appel aux dirigeants pour qu'ils favorisent un nouveau système financier favorable aux mesures sur le plan climatique et l'atteinte des Objectifs de développement durable. Pour atteindre ces objectifs, il a exposé une proposition en trois étapes favorisée par le gouvernement de son pays : fournir des liquidités d'urgence au monde en développement, étendre les prêts multilatéraux à des pays en développement et créer de nouveaux mécanismes multilatéraux qui encourageraient l'épargne dans le secteur privé en vue de la mitigation dans le domaine climatique.

La Présidence du GRIC a remercié les délégations pour leurs interventions et, en ce qui concerne les commentaires faits sur la participation du système bancaire multilatéral à la lutte contre les défis auquel notre continent est confronté, elle a souligné que les États éliront bientôt de nouveaux dirigeants à la tête de la Banque interaméricaine de développement, ce qui constitue une occasion à cet égard.

Considérations finales et fermeture de la réunion

Un certain nombre de délégations et le Secrétaire général de l'OEA ont félicité la République dominicaine pour son offre d'accueillir le Sommet suivant.

Plus personne ne désirant commenter, la Présidence a remercié les délégations ainsi que toutes les personnes qui ont travaillé au cours des dernières années pour la Présidence du Processus des Sommets. Elle a fait part de son désir que ce soutien politique et logistique se prolonge jusqu'à la tenue du Dixième Sommet des Amériques, qui sera accueilli par la République dominicaine. La Présidence a fait part du soutien de sou gouvernement à cet égard. Enfin, elle a dit espérer que le Sommet de Los Angeles amènera la construction d'un avenir durable, résilient et équitable. La Présidence a déclaré terminée la réunion du 6 octobre 2022 à 9 h 56.